

JUGEMENT
N° 095/19/CACC/TCC
DU 14 AOUT 2019

REPUBLIQUE DU BENIN

TRIBUNAL DE COMMERCE DE COTONOU

RÔLE GENERAL
BJ/TCC/2019/0463

CHAMBRE DES ASSIGNATIONS, DE CONCILIATION ET DU
CONTENTIEUX

PRESIDENT : **William KODJOH-KPAKPASSOU**

JUGES CONSULAIRES : **François AKOUTA et Eric ASSOGBA**

MINISTERE PUBLIC : **Mario METONOU**

GREFFIER : **Hervé ADOUKONOU**

DEBATS : Le 10 juillet 2019

Mutuelle de Services
Financiers pour la
Prosperité (MSFP)

Jugement contradictoire, en matière commerciale, et en dernier
ressort, prononcé le 14 août 2019.

LES PARTIES EN CAUSE

C/

DEMANDERESSE :

BOUCO Imorou Aly

Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MSFP),
ayant son siège dans la Commune d'Abomey-Calavi, quartier
Godomey N'gbèho, maison O. B. Tiburce DANDJINOU, 03 BP 3404
Jéricho, Cotonou, agissant aux poursuites et diligences de sa
Directrice exécutive en exercice, madame Colette VODOUNNON,
de nationalité béninoise, demeurant et domiciliée ès-qualités audit
siège ;

OBJET : Paiement

D'UNE PART

DEFENDEUR :

BOUCO Imorou Aly, informaticien, de nationalité béninoise,
demeurant et domicilié à Cotonou, Fiyégnon II, maison BOUCO
IMOROU ;

D'AUTRE PART

LE TRIBUNAL

Dans le cadre de ses activités, la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MSFP) a consenti à BOUCO Imorou Aly consenti un crédit dont il est subsisté un solde de quatre millions neuf cent soixante-dix-sept mille cent quarante (4.977.140) FCFA ;

En recouvrement de cette somme, la MSFP a fait signifier à BOUCO Imorou Aly une sommation de payer par exploit en date du 13 mai 2019, sans succès ;

Par exploit en date du 05 juin 2019, la MSFP a attiré BOUCO Imorou Aly devant le tribunal de commerce de Cotonou, en sollicitant sa condamnation à lui payer ladite somme, outre des dommages-intérêts évalués à cinq cent mille (500.000) FCFA ;

Elle sollicite également l'exécution provisoire sur minute du présent jugement ;

Devant le tribunal, à l'audience de conciliation, BOUCO Imorou Aly a reconnu devoir à la MSFP la somme de 4.977.140 FCFA et s'est engagé à rembourser sa dette en payant cent mille (100.000) FCFA par mois à compter de fin juillet 2019, ce à quoi la demanderesse a acquiescé ;

SUR LA DEMANDE EN PAIEMENT

Attendu qu'il est loisible aux parties à un litige de transiger sur les droits dont elles ont la libre disposition ;

Que l'article 469 du code de procédure civile, commerciale, sociale, administrative et des comptes

dispose qu'en « dehors des cas où cet effet résulte du jugement, l'instance s'éteint accessoirement à l'action par l'effet de la transaction, de l'acquiescement, du désistement d'action ou, dans les actions non transmissibles par le décès d'une partie. L'extinction de l'instance est constatée par une décision de dessaisissement. Il appartient au juge de donner force exécutoire à l'acte constatant l'accord des parties, que celui-ci intervienne devant lui ou ait été conclu hors sa présence » ;

Attendu que pour mettre fin au litige qui les oppose, la MSFP et BOUCO Imorou Aly ont opté pour un compromis, l'un s'obligeant à payer à l'autre qui l'accepte, la somme de cent mille (100.000) francs CFA par mois à partir de fin juillet 2019, jusqu'à due concurrence ;

Qu'il y a lieu de leur en donner acte et de décider dans ce sens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en matière commerciale et en dernier ressort ;

Donne acte à BOUCO Imorou Aly d'une part, la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité (MSFP) d'autre part, de l'accord intervenu entre eux relativement au paiement de la somme de quatre millions neuf cent soixante-dix-sept mille cent quarante (4.977.140) FCFA au profit de cette dernière ;

Dit que BOUCO Imorou Aly paiera à la Mutuelle de Services Financiers pour la Prospérité la somme de

cent mille (100.000) francs CFA par mois à partir de fin juillet 2019, jusqu'à due concurrence ;

Dit que cet accord a dorénavant la force exécutoire d'un jugement ;

Condamne BOUCO Imorou Aly aux dépens.

Ont signé

LE GREFFIER

LE PRESIDENT